

Où en est le mouvement altermondialiste ?

Le Forum social mondial en Afrique

La décision de tenir un FSM sur le continent africain répondait à la volonté d'élargissement géographique : après Porto Alegre (Brésil), Mumbai (Inde), c'est Nairobi , au Kenya, qui a accueilli le FSM en 200. Le Kenya est un des pays parmi les plus pauvres d'Afrique et qui a subi un régime autoritaire pendant de nombreuses années : les mouvements sociaux y sont faibles. La corruption y est très forte et l'absence de pluralisme politique a été longtemps la règle. Les seules forces qui comptent dans la société civile sont très souvent liées aux églises, certaines étant très progressistes, d'autres beaucoup moins. Ce FSM a réuni 50 000 personnes. La participation africaine a été massive et diversifiée, mais pour les kenyans, cela a été plus problématique. Les choix organisationnels et financiers (prix d'entrée et prix des transports pour accéder au site) du comité kenyan ont limité la participation de la population. Certaines organisations kenyanes ont du se mobiliser pour imposer la gratuité de l'entrée. Au-delà de ces erreurs sur lesquelles il faudra être vigilant dans l'avenir, ce FSM a été marqué par une grande richesse thématique liée au continent africain : relations Europe / Afrique, dette des pays pauvres, question agraire, Sida, accès à l'eau et aux médicaments... La question des droits des homosexuels, souvent taboue en Afrique, était présente dans les débats. Le forum a été riche en contenu culturel et festif : la musique, le théâtre se mêlaient aux nombreuses manifestations qui arpentaient les allées du forum. Comme au Brésil ou en Inde, ces initiatives de rue sont une autre façon de rendre visibles les revendications, de témoigner sur les méfaits du libéralisme. Les mouvements sociaux européens devraient en prendre de la graine pour rendre leurs manifestations plus colorées et plus chaleureuses ! Ce Forum, a permis aux militant-es venus de toute l'Afrique de faire connaître leurs luttes, leurs cultures, leurs alternatives et leurs espoirs. Il a renforcé la construction d'un espace mondial de contestation de l'ordre libéral planétaire en ancrant ce mouvement davantage sur le continent africain. A l'issue du FSM de Nairobi, il a été décidé que le rythme des forums passerait à deux ans, pour prendre en compte l'existence de forums locaux ou continentaux. Le prochain FSM aura donc lieu en 2009, vraisemblablement sur le continent latino-américain. L'an prochain, en 2008, le mouvement altermondialiste se rendra visible sur la planète entière par une journée d'action commune internationale le 26 janvier. L'Union syndicale Solidaires était présente à ce Forum avec une délégation qui a surtout participé aux débats concernant la santé, les droits sociaux, les télécommunications, le syndicalisme et les droits des femmes.

Le mouvement altermondialiste est né à la fin des années 90. Les prémisses ont été les mouvements de lutte pour l'annulation de la dette des pays pauvres. Ensuite ce fut la lutte contre l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) : ce projet d'accord, négocié à partir de 1995 au sein de l'Ocde (Organisation de coopération et de développement économique), prévoyait de donner tous les pouvoirs et tous les droits aux entreprises transnationales. Une campagne large a obligé la France à se retirer des négociations et a conduit à l'échec de ce projet. En 1999, une grande manifestation à Seattle conteste les thèses de l'Organisation mondiale du commerce

Tous à Rostock le 2 juin contre le G8 illégitime

Comme chaque année, le "club" très fermé du G8 qui réunit les dirigeants des 7 pays les plus riches, plus la Russie, va se réunir pour décider du sort de la planète. Les "maîtres du monde" se retrouveront du 6 au 8 juin 2007 à Heiligendamm (le quai des "saints" !!!), riche station balnéaire (environ 330 résidents annuels) près de Rostock, dans la région la plus pauvre du nord de l'Allemagne. Le G8 est l'instance la plus illégitime qui soit. C'est pourtant lors de ces "sommets informels" que les huit pays les plus puissants de la planète impulsent les politiques néo-libérales qui concentrent les richesses, précarisent l'emploi et les conditions de vie et favorisent les exclusions culturelles, les logiques guerrières et pré-

datrices et la destruction de l'environnement. Dans le plus grand secret, les pays du G8 se partagent le monde et ses richesses. Au menu "officiel" en 2007 : les grands équilibres économiques et financiers, mais aussi deux sujets photographiques : l'environnement (réchauffement climatique, réduction des gaz à effets de serre) et la pauvreté, particulièrement en Afrique ! On croit rêver : les pays qui possèdent plus de la moitié de la richesse de la planète, polluent sans retenue et contrôlent toutes les instances internationales vont se pencher sur la pauvreté que leur système génère dans le monde entier, particulièrement par le fléau de la dette. C'est dire que toutes celles et ceux qui subissent les effets de

leurs politiques, la grande majorité de la population mondiale, ne peuvent laisser passer une telle mascarade. Depuis plusieurs années, militant-e-s associatifs-ves, syndicalistes, membres d'une ONG ou d'un parti politique, ou simples citoyens, se mobilisent pour démontrer, par les manifestations et les blocages l'illégitimité des sommets du G8 mais aussi pour esquiver, dans le cadre des sommets alternatifs, les contours de cet autre monde possible et nécessaire. Pour cela, un contre-sommet se déroulera du 2 au 8 juin à Rostock. Différentes thématiques sont prévues dans le déroulement des débats et manifestations : antimilitarisme, précarité-pauvreté- discriminations, agriculture, antiracisme et immigration.

Partout le modèle agro-industriel fait des ravages. Ici spécialisation, agrandissement des exploitations agricoles, diminution drastique du nombre de paysans depuis 50 ans, endettement, fort besoin en capitaux, faible rémunération de la main d'œuvre, exploitation d'une main d'œuvre saisonnière, parfois véritable esclavage moderne (l'exemple de l'Andalousie et de ses productions légumières donne un goût très amer aux fraises...), aujourd'hui engouement pour les agro-carburants (honteusement nommé biocarburants) nouveau "pétrole vert", élevages industriels... Là bas, cultures de rente (coton, arachide, bananes, ananas, palme, canne à sucre...), vendues sur le marché mondial au détriment des cultures vivrières, expropriation, latifundisme... Ainsi les populations agricoles se voient privées de certains moyens de production (accès aux terres souvent les plus fertiles, accès à l'eau, accès aux semences...), fragilisées en terme économique et social et mises en danger pour se nourrir, pour se rémunérer, pour finalement pouvoir continuer d'exister et transmettre leur ferme aux générations futures...



Forum sur la souveraineté alimentaire au Mali

L'Union syndicale Solidaires a participé au Forum mondial sur la souveraineté alimentaire qui s'est tenu à Sélingué du 23 au 27 février 2007, à l'initiative de Via Campesina (réseau international de syndicats paysans auquel participe la Confédération paysanne). Plus de 500 représentants de plus de 80 pays, d'organisations de paysans, de pêcheurs traditionnels, de peuples autochtones, de peuples sans terre, de travailleurs ruraux, de migrants, d'éleveurs nomades, de communautés habitant les forêts, de femmes et d'hommes, de jeunes et de vieux... sont venus à Sélingué renforcer le mouvement mondial pour la souveraineté alimentaire. Ce forum était l'occasion de réaffirmer le droit à la souveraineté alimentaire, à savoir "le droit des peuples à une alimentation saine, dans le respect des cultures, produite à l'aide de méthodes durables et respectueuses de l'environnement, ainsi que leur droit à définir leurs propres systèmes alimentaires et agricoles". Plus ambitieuse que la sécurité alimentaire, qui s'emploie à la seule éradication de la famine, la souveraineté alimentaire se veut une réappropriation par chaque peuple de sa politique agricole et alimentaire. Son principe rejette l'uniformisation agricole, culturelle et alimentaire en cours car elle menace l'agriculture paysanne, la pêche artisanale, les transformations artisanales et le petit commerce. Elle s'inscrit dans la défense du modèle pay-

san, en phase avec un développement local en opposition au modèle agro-industriel inscrit dans la logique capitaliste et néo-libérale. Partout le modèle agro-industriel fait des ravages. Ici spécialisation, agrandissement des exploitations agricoles, diminution drastique du nombre de paysans depuis 50 ans, endettement, fort besoin en capitaux, faible rémunération de la main d'œuvre, exploitation d'une main d'œuvre saisonnière, parfois véritable esclavage moderne (l'exemple de l'Andalousie et de ses productions légumières donne un goût très amer aux fraises...), aujourd'hui engouement pour les agro-carburants (honteusement nommé biocarburants) nouveau "pétrole vert", élevages industriels... Là bas, cultures de rente (coton, arachide, bananes, ananas, palme, canne à sucre...), vendues sur le marché mondial au détriment des cultures vivrières, expropriation, latifundisme... Ainsi les populations agricoles se voient privées de certains moyens de production (accès aux terres souvent les plus fertiles, accès à l'eau, accès aux semences...), fragilisées en terme économique et social et mises en danger pour se nourrir, pour se rémunérer, pour finalement pouvoir continuer d'exister et transmettre leur ferme aux générations futures... L'insertion de l'agriculture dans l'économie mondiale orchestrée par les transnationales et les institutions financières internationales (OMC, FMI, Banque mondiale)

obligé les pays du Sud à ouvrir leur marché national aux produits bradés sur le marché international (vente de surplus agricoles, recherche de devises, volonté exportatrice et soutien de l'agriculture aux Etats-Unis et dans l'Union européenne) créant ainsi une concurrence féroce vis-à-vis des productions locales. L'accaparement des moyens de production au profit du modèle agro-industriel, la mise en concurrence de la paysannerie au niveau mondial fragilisent les populations du milieu rural entraînant pauvreté, famine, migrations vers les centres urbains ou à l'étranger... Ces phénomènes touchent de manière inégale les populations rurales agricoles. Les femmes, créatrices historiques des connaissances en agriculture et en alimentation, continuent de produire jusqu'à 80% des aliments dans les pays les plus pauvres. Elles sont aujourd'hui les principales gardiennes de la biodiversité et des semences fermières. Elles sont les premières victimes de la mise en danger du monde paysan, car cela concerne autant leur fonction de production agricole que leur fonction de reproduction sociale, à savoir l'entretien, le soin et le renouvellement de la main d'œuvre. En cas d'exode, ce sont majoritairement les jeunes hommes qui partent laissant vieillards, enfants aux mains des femmes. Elles sont alors tributaires d'une ressource extérieure non maîtrisée. Préserver une agriculture paysanne, a ainsi des incidences sociales importantes pour le monde rural d'aujourd'hui et de demain. Le droit à la souveraineté alimentaire implique un refus des modèles agro-industriels impulsés par l'ordre économique mondial au profit des transnationales. Dans ce

Les Marches contre la précarisation à partir du 15 mai

Au FSE d'Athènes, nombre d'organisations et réseaux de luttes contre la précarisation ont lancé l'idée d'organiser, deux semaines avant le G8, des marches pour rendre visible cette Europe que les grands de ce monde veulent ignorer et cacher, celle du chômage, de la précarité, de la pauvreté, des exclusions et des discriminations qui concernent plus de la moitié de la population de l'Union Européenne élargie. Ces différentes marches convergeront vers l'Allemagne, une semaine avant le G8, pour arriver la veille de la grande manifestation prévue pour le samedi 2 juin à Rostock. La semaine qui précède, du week-end des 12 au 13 mai au vendredi 18 mai, chaque région en France va organiser unitairement des initiatives, assemblées, marches... Ces initiatives doivent permettre d'envoyer vers la région parisienne des délégations en camionnettes, voitures familiales, cars... Le week-end des 19 et 20 mai, un accueil festif et militant sera organisé sur l'île de France. Les délégations formeront une caravane vers le Nord, la Belgique, l'Allemagne pour atteindre Rostock le 1^{er} juin. Des équipes militantes de Solidaires participeront à ces marches européennes. Solidaires a pour objectif une présence massive à la grande manifestation internationale du samedi 2 juin à Rostock où convergeront tous les mouvements sociaux qui contestent le G8. Des places ont été réservées dans des trains de nuit : départ de Paris vendredi 1^{er} juin au soir, retour le lundi 4 au matin. Pour tout renseignement sur les mobilisations contre le G8, les marches et la manifestation de Rostock : thierry.lescant@solidaires.org



contexte, il est demandé que l'alimentation et l'agriculture soient sorties du champ de l'OMC et des accords de libre échange. Au Nord comme au Sud, revendiquer la souveraineté alimentaire implique la réaffirmation d'une agriculture paysanne plutôt qu'un logique entrepreneuriale, la réappropriation d'une agriculture nourricière, le soutien d'un modèle économique favorable aux partages des richesses créées. Il s'agit d'encourager un modèle respectueux des humains et de l'environnement (rejet des OGM, limitation de l'utilisation des produits chimiques, arrêt du brevetage du vivant...), d'appliquer un autre modèle économique non basé sur un capitalisme sauvage et l'exploitation d'un prolétariat agricole (faible rémunération du travail, faible protection sociale, précarisation des salariés agricoles, exploitation de migrants, des indigènes, des femmes, des jeunes...). Le forum a été l'occasion de poursuivre le processus initié il y a 10 ans pour le droit à la souveraineté alimentaire, par la Via Campesina et rejointe aujourd'hui par la Marche mondiale des femmes, les Amis de la terre international et différents autres mouvements sociaux. Ce processus se construit en s'appuyant sur les luttes actuelles et futures pour l'accès à la terre, aux territoires, à l'eau et aux semences, mais aussi aux financements et équipements, aux formations et informations. Des alliances entre organisations de différents pays ou continents se créent et se renforcent à chaque étape. Des programmes d'actions sont prévus pour promouvoir le droit à la souveraineté alimentaire, résister à toute politique défavorable et renforcer mondialement le mouvement.

Le prochain Forum social européen en Scandinavie en 2008

Le premier FSE (Forum social européen) s'est tenu à Florence en Novembre 2002. Il s'agissait alors de donner une dimension européenne au processus des Forums sociaux mondiaux qui avait été lancé à Porto Alegre en Janvier 2001. Cette première édition sur le continent européen fut un succès inespéré, notamment par la grande manifestation qui clôtura le FSE dans les rues de Florence avec plus de 500 000 participants. Après Florence, les trois FSE suivants ont été accueillis à Paris en Novembre 2003, à Londres en 2004 et Athènes en Mai 2006. D'emblée, un processus de préparation ouvert à tous les mouvements sociaux s'est mis en place pour construire cette dynamique européenne. Ce processus est complexe : les cultures, les habitudes de fonctionnement, les rapports de force sociaux varient beaucoup d'un pays à l'autre. Il s'agit aussi de faire travailler des mouvements aux traditions diverses comme des syndicats, de grandes ONG, de petites associations, des réseaux plus informels. Ce processus n'est pas exempt de tensions. Avec l'élargissement de l'Europe, l'intégration de mouvements sociaux des pays de l'Est est décisive pour surmonter le dumping fiscal et social qu'on voudrait nous imposer et tirer les droits de tous les salariés vers le haut, qu'ils soient de l'Europe du Nord, du Sud, ou de l'Est. Ce processus avance. Des réseaux se sont construits comme celui sur les services publics ou celui qui travaille à l'élaboration d'une Charte de principes pour une autre Europe. Solidaires s'est particulièrement impliqué dans cette démarche : car si nous refusons l'Europe libérale, notamment celle qui était contenue dans le projet de Traité constitutionnel européen, nous voulons une Europe reposant sur des droits fondamentaux de haut niveau pour tous ses résidents, une Europe de la solidarité et du partage des richesses. Pour cela, nous devons montrer qu'une autre Europe est possible pour empêcher la tentation du repli nationaliste et identitaire.

Le prochain FSE se tiendra en Scandinavie en Septembre 2008 : cela permettra un nouvel élargissement géographique vers l'Europe du Nord qui était peu présente dans le processus jusqu'à présent. L'année 2008 sera marquée par une relance d'un processus constitutionnel européen, sous une forme ou une autre ; les élections européennes auront lieu en juin 2009. Ce FSE 2008 tombera donc à pic pour débattre sur l'avenir de l'Europe et poursuivre l'élaboration d'alternatives aux politiques libérales européennes.